



FRANCE

Du côté des enseignants, «il ne faut absolument pas céder»

Pour une sortie pédagogique ou un cours, des professeurs se voient cyberharcelés et parfois menacés de mort. Une pression couplée à une désinformation massive que les syndicats observent avec inquiétude.

Il ne l'avait pas vu venir. En décembre, Claude (1), professeur d'histoire-géographie de 35 ans dans l'Eure, mène avec ses deux classes de 4^e un cours sur les migrations. Pour la cinquième année consécutive, il a demandé à ses élèves de décortiquer *Tonton du bled* du groupe 113. Une chanson de rap qui raconte les vacances au bled, le voyage entre la France et l'Algérie, le lien entre les pays d'adoption et d'origine. Après avoir vu le clip, les élèves doivent remplir un questionnaire sur «*le déroulement, les circonstances et les motivations du voyage*». Le cours fait partie d'un chapitre à suivre dans le programme de géographie, le support pédagogique a été validé par l'inspection académique : tout est dans les clous. Pourtant, le 11 décembre, Claude est alerté par des collègues. Quatre photos issues de son exercice circulent sur Twitter (renommé X). Elles ont été relayées deux jours plus tôt par Nicolas Bay, ex-porte-parole de Marine Le Pen devenu vice-président de Reconquête, le parti d'extrême droite d'Eric Zemmour.

«L'endoctrinement bat son plein dans un collège de X [à la demande du professeur, Libération ne relaie pas le nom de la ville, ndlr]. Les élèves sont priés de réfléchir au lien entre rap et immigration avant de répondre à un questionnaire sur le parcours d'une famille de migrants. Qu'ils laissent nos enfants tranquilles !» tweete Bay, en taguant le compte de la campagne «Protégeons nos enfants» du collectif Parents vigilants, créé par Zemmour en septembre 2022 (lire ci-contre). Des parents qui ont pour mission, dans chaque académie, de dénoncer «ce qu'ils trouvent de particulièrement scandaleux»

dans les écoles où sévirait une «propagande LGBT, antiraciste», soumettant ainsi les élèves à un «grand endoctrinement», **Suite page 14**

Suite de la page 13 pendant éducatif de la pseudo-théorie d'extrême droite du «grand remplacement».

Ce dimanche matin de décembre, Claude se frotte les yeux en découvrant les documents relayés par Nicolas Bay. Il a reconnu l'écriture d'un de ses élèves, qui avait selon lui terminé comme les autres le questionnaire à la maison, avant de le rapporter en cours. «Il avait en partie fait son travail et n'a rien dit, tout comme sa famille qui ne m'a jamais fait part d'une quelconque critique, rapporte-t-il. Mon hypothèse est que la famille a pris le questionnaire en photo et, par je ne sais quel lien avec Parents vigilants, leur a transmis les documents.» Il n'aura jamais d'explication. Selon le Snes-FSU Normandie, la famille de l'élève n'a pas été reçue par le chef d'établissement, comme le syndicat l'avait demandé. Claire-Marie Feret, secrétaire académique de Normandie, regrette que «malgré de multiples alertes, le rectorat [ait] refusé de réagir publiquement pour soutenir ce professeur, à qui il a demandé de ne pas porter plainte. Or le rôle d'un rectorat est de défendre un enseignant quand il est menacé, pas de se taire».

«EST-CE QU'UN CINGLÉ VA VENIR S'EN PRENDRE À NOUS ?»

Même s'il n'a pas été nommé pointé du doigt, Claude n'est pas tranquille et garde un œil sur Twitter. Si certains commentaires sa-





luent son initiative, d'autres, nombreux, insultent le professeur. *«Il y avait aussi des menaces disant qu'il fallait trouver l'enseignant qui avait fait ça»*, rapporte-t-il. Le 15 décembre, Damien Rieu, militant d'extrême droite désormais affilié à Reconquête, en remet une couche. Le cofondateur de Génération identitaire, un groupuscule dissous par le ministère de l'Intérieur en 2021, donne cette fois dans un nouveau tweet le nom du collègue où travaille Claude. Et précise que le témoignage lui est parvenu via la plateforme du site de Parents vigilants. Claude craint sérieusement de voir des militants débarquer devant son établissement. Et il n'est pas le seul. *«Est-ce qu'un cinglé va venir s'en prendre à nous ?»* s'interrogent ses collègues.

Le lendemain, la rectrice de l'académie de Rouen réagit finalement dans un laconique communiqué, où elle *«condamne fermement ces agissements et apporte son soutien à toute l'équipe pédagogique de l'établissement»*. Sans jamais citer l'extrême droite, grince Claire-Marie Feret, qui estime que *«le rectorat n'a pas défendu ce professeur en le laissant en proie à des attaques pourtant punies pénalement»*. L'article 36 de loi dite «séparatisme» de 2020 sanctionne le fait de diffuser des informations privées ou professionnelles permettant d'identifier ou de localiser une personne, avec des peines alourdies quand une personne dépositaire de l'autorité publique est visée, comme un enseignant. Joint par Libération, le rectorat de Rouen estime avoir au contraire protégé l'enseignant en lui accordant la protection fonctionnelle, ou encore en faisant se déplacer un inspecteur pour rappeler *«le soutien de l'institution et la confiance sur les contenus enseignés»*.

Depuis cette histoire, Claude n'a pas modifié son cours. *«Il ne faut absolument pas céder. Ces gens-là ont un problème avec les valeurs républicaines alors que notre travail est de décrire la réalité du monde, sans parti pris, et c'est ça qui pose problème à l'extrême droite, très puissante dans mon département.»* Ce qui alimente selon lui de nombreux discours à caractère discriminatoire. *«Au collège, on a des ados qui n'ont pas conscience de la gravité de certains propos, qu'ils rapportent de leur entourage»*, regrette-t-il.

Sophie Djigo ne compte pas non plus céder à ces pressions. Fin novembre 2022, cette professeure de philosophie en classe prépa dans

un lycée de Valenciennes (Nord) a été la cible d'une campagne de cyberharcèlement orchestrée par l'extrême droite et lancée, là encore, par le collectif Parents vigilants pour avoir organisé une sortie pédagogique dans un camp de migrants. Un déplacement validé par le rectorat et l'inspection. Car si elle est la fondatrice de l'association Migractons 59, qui vient en aide aux migrants de Calais, il s'agissait pour elle d'un *«travail ethnographique»*.

Prise au sérieux par sa hiérarchie, elle a déposé plainte après des communiqués du Rassemblement national et de Reconquête mais surtout des articles des sites d'extrême droite Riposte laïque et Fdesouche. *«Ils m'ont nommée avec l'adresse postale du lycée, des photos et des propos haineux. J'étais présentée comme un ennemi public. Car pour l'extrême droite, le fait d'enseigner sur les questions migratoires en parlant de la réalité du phénomène revient forcément à être pro-immigration.»*

Pendant une semaine, l'enseignante-chercheuse doit affronter *«un vrai lynchage sur les réseaux sociaux»* avec des appels à se mobiliser *«pour [l']empêcher de nuire»*, des menaces de mort et de viol. Soutenue par le rectorat de Lille, qui a lui-même porté plainte, Sophie Djigo a été mise sous protection policière avec sa famille pendant six semaines. La sortie pédagogique a finalement été annulée *«parce que des militants Reconquête avaient prévu d'intervenir et la préfecture avait déclaré qu'elle ne pouvait pas garantir la sécurité»*, précise l'enseignante.

Mais la professeure ne compte pas en rester là. Elle a monté cet été une *«coordination antifasciste pour organiser la riposte parce que chaque semaine, des enseignants sont ciblés juste pour avoir fait leur travail. Il faut aider les collègues à travailler sur les enseignements sensibles hystérisés par l'extrême droite.»* Interrogée par Libération, Agnès Marion, porte-parole de Parents vigilants et cheffe de cabinet de Marion Maréchal, se réjouit d'avoir fait remonter *«plus de 4 000 témoignages»* autour de ces sujets et déroule sans complexe la stratégie de Reconquête d'investir les élections de parents d'élèves *«pour dénoncer l'idéologie de gauche, immigrationniste, woke, LGBT, qui entre dans les écoles en la faisant passer pour un savoir»*. Et de citer, pêle-mêle, *«ces établissements qui dégenrent les toilettes»*, la prof de français *«qui n'apprend plus le Corbeau et le Renard mais "la Corneille et la Renarde"»*, les





associations «avec un biais idéologique» comme SOS Méditerranée et la Cimade, la «théorie du genre qui est complètement assumée avec des filles de 8 ans à qui on dit qu'elles pourraient choisir de devenir des garçons» ou encore les cours d'éducation sexuelle «qui sont quasiment de l'initiation sexuelle». Sur les réseaux sociaux de Parents vigilants, «beaucoup revendiquent de retirer leurs enfants de tel ou tel cours qui les dérange, comme si l'école était un supermarché», observe Sophie Djigo.

PAS DE POSITION PUBLIQUE CLAIRE

Membre du collectif Education contre les LGBTphobies, Ghislaine Morvan Dubois s'inquiète de son côté de la prolifération de «mails haineux, homophobes, envoyés par le réseau Parents vigilants à de nombreux parents d'élèves élus, dont ils arrivent à retrouver les adresses mails. On assiste à un raz-de-marée depuis la rentrée», s'alarme-t-elle.

Cette pression sur les écoles est scrutée de près par tous les syndicats enseignants. «Le collectif Parents vigilants a commencé par demander aux parents de surveiller ce qu'il se passait côté éducation à la sexualité ou sur l'égalité garçons-filles, remarque Catherine Nave-Bekhti, secrétaire du SGEN-CFDT. Il s'agit d'une désinformation totale, massive et virale qui monte de plus en plus notamment depuis que c'est arrivé aussi en Belgique.» Une allusion à la polémique qui avait frappé le programme belge d'éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle Evras, et à l'infoux qui avait suivi sur une prétendue importation de ce guide en France.

Cette stratégie «marche plutôt bien, remarque Sophie Djigo. Parce qu'ils arrivent souvent à leurs fins en faisant annuler des sorties ou avec des collègues qui s'autocensurent quand ils sentent que des élèves ou leurs parents ont ce type d'opinion, en passant très vite sur le passé colonial, les mémoires de l'esclavage, la Shoah, la question israélo-palestinienne ou le fait islamique». La professeure observe avec inquiétude la nomination toute fraîche d'Ayméric Durox, premier élu RN à avoir fait son entrée au Sénat le 24 septembre. Ce professeur d'histoire-géographie à Fontainebleau est aujourd'hui membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication de la Chambre haute.

Qu'en dit le ministère de l'Education nationale? En dehors de la défense des professeurs ciblés, celui-ci n'a jusqu'ici pas pris de position publique claire sur ces offensives assumées de l'extrême droite. Le 23 juin, cinq syndicats enseignants avaient interpellé l'ex-ministre Pap Ndiaye, juste avant qu'il ne soit prié de quitter le gouvernement. Sollicité à quatre reprises par Libération, le cabinet du nouveau ministre, Gabriel Attal, n'a jamais jugé utile de répondre.

CÉCILE BOURGNEUF

(1) Le prénom a été modifié.



Dans l'Hérault, «la stratégie du coucou» d'une ancienne de Génération identitaire

Menaces, insultes, plaintes pour diffamation... La petite commune d'Aniane est en proie aux tensions depuis qu'une ancienne porte-parole du groupuscule d'extrême droite a monté sa liste pour concurrencer la FCPE lors du scrutin des 13 et 14 octobre.

«[Des sites d'extrême droite] m'ont nommée avec l'adresse postale du lycée, des photos et des propos haineux. J'étais présentée comme un ennemi public.»

Sophie Djigo professeure de philosophie à Valenciennes (Nord)





La professeure de philosophie Sophie Djigo, ici en décembre 2022, a été cyberharcélée et menacée de mort. PHOTO «LA VOIX DU NORD». MAXPPP

